

Migrations, Agriculture et Développement Rural

Messages clés issus du rapport FAO « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* » du 15 octobre 2018

Synthèse Alain MAILFERT, novembre 2018

Dans ce qui suit, figurent intégralement les « messages clés » délivrés par le rapport annuel 2018, paru le 15 octobre 2018, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Le rapport lui-même (130 pages de texte principal très argumenté et 60 pages d'annexes et tableaux), est accessible sous www.fao.org/publications/sofa/the-state-of-food-and-agriculture/fr/

A - Migrations rurales et développement : principes fondamentaux

- 1** La mobilité humaine a toujours fait partie du processus de développement économique et social et contribué à l'évolution des communautés et des sociétés.
- 2** Les migrations rurales sont liées au développement rural, aux dynamiques démographiques et à la gouvernance, lesquels ont des effets incitatifs et influent sur la décision de migrer.
- 3** La décision de migrer s'inscrit dans un continuum entre deux pôles, à savoir les migrations choisies – motivées par la recherche de nouveaux débouchés – et les migrations et déplacements forcés, généralement provoqués par des conflits et des crises.
- 4** Les avantages et les difficultés liés aux migrations dépendent de la situation dans laquelle se trouvent les personnes qui envisagent de migrer au regard du continuum précédent, ainsi que de la répartition des débouchés entre les secteurs, les territoires et les pays.
- 5** Chaque pays doit établir ses propres domaines d'action prioritaires – qui doivent tenir compte des avantages et des inconvénients des migrations – en fonction de sa situation et de ses objectifs de développement.

6 L'étude des migrations rurales se heurte à la relative rareté des données sur la question. Il est nécessaire de déployer des efforts de collecte de données intégrés (recensements, enquêtes sur les migrations) afin de disposer de données cohérentes et comparables sur les migrations, tant internes qu'internationales.

B –Tendances et formes des migrations rurales.

1 Les migrations en provenance des pays en développement et en direction des pays développés font aujourd'hui l'objet d'une attention particulière, mais leur ampleur est en réalité moindre que celle des migrations entre pays en développement. Environ 85 pour cent des réfugiés internationaux sont accueillis par des pays en développement, et au moins un tiers d'entre eux – plus de 80 pour cent en Afrique subsaharienne – vivent dans des zones rurales.

2 À l'échelle mondiale, les migrations internationales sont de bien moindre ampleur que les migrations internes. Les deux types de migration sont cependant liés, étant donné que les migrations internationales sont souvent précédées par des migrations internes.

3 Plus d'un milliard de personnes se sont déplacées à l'intérieur de pays en développement engagés dans un processus de transformation de leur économie, notamment d'une zone rurale à une zone urbaine et d'une zone rurale à une autre.

4 Les migrations rurales internes ne se limitent pas à des déplacements permanents vers des zones urbaines, mais se manifestent également par le retour des migrants dans leur région rurale d'origine. Ce type de déplacement peut représenter jusqu'à 30 pour cent, voire plus, des migrations de zone rurale à zone urbaine. Par ailleurs, les migrations entre zones rurales représentent une part importante des migrations internes, en particulier dans les pays qui se trouvent à un stade moins avancé de leur développement.

5 Le développement rural peut avoir des incidences sur les migrations rurales dans la mesure où il ouvre de nouveaux débouchés à la population rurale et lui permet de mieux se préparer aux crises prolongées et de mieux y faire face.

C - Dynamique des migrations rurales : déterminants, obstacles, caractéristiques des migrants

- 1 Les migrations rurales sont mues par l'inégalité des débouchés, qui résulte souvent en partie de la transformation structurelle des économies.
- 2 Les migrations rurales sont également dictées par des contraintes liées aux ressources naturelles et des facteurs environnementaux, auxquels s'ajoutent souvent des pressions démographiques.
- 3 Les migrants sont en général plus jeunes et plus instruits que les non migrants. On observe couramment, en matière de migration rurale, des tendances sexospécifiques qui diffèrent d'un pays à l'autre, bien que ces divergences finissent souvent par s'estomper à mesure que les pays se développent.
- 4 Les obstacles à la migration sont habituellement plus importants pour les ruraux, qui sont confrontés à un manque d'infrastructures, de moyens financiers et d'informations, les plus pauvres étant les moins susceptibles de migrer.
- 5 Lorsque les populations sont soumises à des facteurs de stress environnemental à évolution lente, l'émigration rurale peut constituer une stratégie de gestion des risques ou d'adaptation – stratégie qui, hélas, est bien souvent hors de portée des plus pauvres.
- 6 Les crises prolongées influent sur la dynamique des migrations dans la mesure où, d'une part, elles aggravent les conditions de vie dans les régions d'origine et, d'autre part, elles facilitent les mouvements migratoires grâce aux nouveaux réseaux formés par les diasporas et aux interventions humanitaires qui sont mises en place.

D – Impact des migrations sur les cultures et les zones rurales

- 1 L'exode rural entraîne une diminution de la main-d'oeuvre familiale, ses répercussions sur la production agricole dépendent en définitive de la participation de cette main-d'oeuvre aux activités agricoles et de la façon dont sont utilisés les envois de fonds.

2 Les fonds envoyés par les migrants permettent aux familles rurales de diversifier leurs sources de revenus et leurs moyens d'existence, et peuvent constituer également une garantie non négligeable contre les risques.

3 Les mouvements de travailleurs et les envois de fonds des migrants peuvent avoir des répercussions très importantes sur la nutrition et l'éducation des enfants, le logement et les investissements dans les activités agricoles et non agricoles, ce qui peut avoir à son tour d'innombrables effets indirects.

4 Les problèmes qu'occasionnent parfois les migrations forcées dans les zones rurales d'origine ainsi que dans les pays et communautés d'accueil peuvent être transformés en acquis du développement qui bénéficient à la fois aux personnes déplacées et aux zones de destination.

5 Les pays développés tirent parti du travail des migrants dans les domaines d'activité agricole à valeur élevée qu'il est difficile de mécaniser, mais les conditions de travail et la protection sociale des migrants laissent souvent à désirer.

E - Migrations et transformation économique : approche stratégique intégrée

1 Il convient de redoubler d'efforts aux niveaux international et national – en tenant compte des priorités stratégiques des pays et de leur situation en matière de migration rurale – en vue de mettre les envois de fonds et les investissements réalisés par la diaspora au service du développement des activités agricoles et non agricoles et de faciliter l'assimilation des connaissances et des compétences acquises par les migrants, y compris les migrants de retour.

2 Les difficultés auxquelles sont confrontées les pays s'agissant des migrations rurales varient en fonction de leur niveau de développement, ce qui explique que les pays aient des priorités stratégiques différentes.

3 Les pays engagés dans une dynamique de développement peuvent agir en faveur de la création d'emplois en renforçant les chaînes de

valeur agricoles et en encourageant le développement de centres urbains régionaux.

4 Dans les pays confrontés à des difficultés en matière d'emploi des jeunes, il est essentiel de créer des emplois décents dans le secteur agricole et dans d'autres secteurs à l'intention des ruraux, tout en faisant en sorte que les migrations se fassent de manière ordonnée.

5 En situation de crise prolongée, les besoins des communautés hôtes et des personnes déplacées ne peuvent être satisfaits que dans le cadre de stratégies d'appui à l'autonomisation et à la résilience axées sur l'action humanitaire et sur le développement.

6 Dans les pays en transition caractérisés par un niveau de développement intermédiaire et qui sont en passe de devenir des pays de destination des flux migratoires internationaux, les stratégies nationales de développement doivent être axées en premier lieu sur la connectivité entre zones rurales et zones urbaines, dans l'objectif d'élargir les perspectives économiques et de réduire l'émigration rurale «de survie».

7 Il faut que les pays en développement qui ont besoin de main d'oeuvre favorisent l'intégration sociale des immigrés et veillent à ce que leurs droits soient protégés. La convergence des politiques, notamment entre les politiques migratoires d'une part et les politiques de développement agricole et rural d'autre part, permet d'assurer des migrations sûres, ordonnées et régulières.

F - Conclusion générale : Migrations, ruralité et développement

- 1 Les migrations, malgré les difficultés qu'elles peuvent poser, font partie intégrante du développement économique, social et humain et permettent de réduire les inégalités tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays.
- 2 Tous les pays sont, à un moment donné de leur développement, une région de départ, d'arrivée ou de transit de flux migratoires internationaux, parfois les trois en même temps.
- 3 À l'échelle mondiale, l'ampleur des migrations internationales est moindre que celle des migrations internes : dans les pays en développement, ces dernières concernent plus d'un milliard d'individus.
- 4 Les flux migratoires internationaux et les flux migratoires internes ont des facteurs communs et forment un système intégré : ainsi, dans les pays à faible revenu, les migrants internes sont cinq fois plus susceptibles d'émigrer à l'étranger que les personnes qui n'ont jamais migré.
- 5 Dans les régions en développement caractérisées par un taux d'urbanisation élevé, les migrations rurales – quelle que soit leur forme – représentent au moins 50 pour cent des déplacements internes. En Afrique subsaharienne, leur part est supérieure à 75 pour cent.
- 6 L'émigration rurale peut être source de diversification des revenus et constituer un mécanisme d'adaptation à des facteurs de pression sur l'environnement à évolution lente, comme les graves pénuries d'eau. Cependant, les populations les plus pauvres, qui sont les plus touchées par les obstacles à la mobilité, ont rarement la possibilité de migrer.
- 7 En situation de crise prolongée, les zones rurales accueillent de nombreuses personnes déplacées, ce qui crée de nouvelles difficultés susceptibles d'avoir des répercussions. Les difficultés peuvent être atténuées par la mise en place de politiques de développement rural axées sur l'intégration économique et sociale des migrants. Ces politiques peuvent bénéficier aussi bien aux personnes déplacées qu'aux régions qui les accueillent.
- 8 Dans de nombreux pays développés, les migrants peuvent contribuer à réduire la pénurie de main-d'oeuvre qui touche les activités agricoles à

forte valeur se prêtant peu à la mécanisation, mais leur intégration est parfois difficile, pour eux-mêmes comme pour les pays hôtes. Instaurer et appliquer des réglementations et des programmes visant à protéger les droits des migrants en matière d'emploi peut permettre d'améliorer leurs conditions de travail.

9 Il est essentiel d'assurer la cohérence entre les politiques migratoires et les politiques agricoles et de développement rural, si l'on veut faire en sorte que les migrations soient sûres, ordonnées et régulières. Les politiques ne doivent pas viser à réduire ou à accélérer les flux migratoires, mais à optimiser leurs bienfaits économiques et sociaux tout en réduisant au maximum les difficultés auxquelles sont confrontés les migrants et les sociétés.

10 Les priorités des politiques de migration rurale dépendent de la situation des pays, en constante évolution: les pays en proie à une crise prolongée, les pays confrontés à des difficultés en matière d'emploi des jeunes ruraux, les pays en transition économique et démographique ou encore les pays développés ayant besoin de main-d'œuvre immigrée auront des priorités différentes.